

« Allende : occuper les terres, c'est violer un droit. Et les travailleurs doivent comprendre qu'ils font partie d'un processus révolutionnaire que nous sommes en train de réaliser avec le minimum de souffrances, le minimum de morts, le minimum de faim. Pensez-y. Si on agissait de la même façon avec les entreprises importantes que nous voulons nationaliser (il y a 35 000 entreprises), qu'est-ce qui se passerait si nous voulions les contrôler toutes ?

Cancino : Le changement, camarade-président.

Allende : non le chaos. J'ai l'obligation de vous montrer que vous vous trompez. Le problème ne réside pas seulement dans la forme de propriété, mais dans la production... » (2)

Encore une fois, tout est là. Pour mener la bataille de la production, on en appelle à la responsabilité des travailleurs. Et leur responsabilité, en l'occurrence consisterait ni plus ni moins qu'à livrer cette bataille dans le cadre de la propriété privée et de l'exploitation capitaliste qui reproduit inexorablement le pouvoir des patrons d'un côté et leur propre dépouillement de l'autre. A ce jeu, les travailleurs ne peuvent que s'user.

La confiance électorale qu'ils ont manifestée envers l'UP devrait être justifiée par un changement profond dans leur situation. Changement qu'ils espéraient et qu'ils attendaient. Si un tel changement, profond, radical, irréversible, ne débute pas, c'est le moteur même de la mobilisation populaire qui sera brisé. Et les arguments les plus affinés, les statistiques les plus précises, les discours chiffrés les plus éloquents, seront impuissants à le réparer.

Le chantage international

Au Chili même, l'Unité Populaire en acceptant le terrain de la bourgeoisie, s'est placée dans une situation difficile. A cela, il faut ajouter l'appui direct ou indirect que le capitalisme international, l'impérialisme, pourront donner à la bourgeoisie chilienne.

L'embargo de la Kennecott sur le cuivre chilien, réalisé en automne avec l'appui des gouvernements bourgeois — dont le gouvernement français —, les complots militaires trouvés par les trusts internationaux comme l'ITT constituent la forme spectaculaire du sabotage. Mais il faut y ajouter des formes plus subtiles. Au niveau du crédit par exemple : les banques américaines qui avaient promis au Chili à l'époque de Frei un prêt de 270 millions de dollars n'en ont prêté que 32 après l'avènement d'Allende.

La spéculation sur les prix internationaux représente un autre moyen subtil. La livre de cuivre valait 78 cents sur le marché mondial à l'époque où la démocratie-chrétienne était au